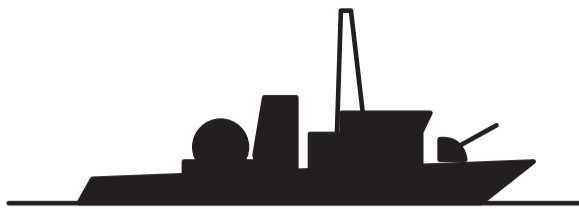


M 04249 - 16 - F: 1,20 €



Le musée d'Orsay, à Paris, nous plonge dans un des surprenants «romans-collages» de **Max Ernst**, figure méconnue du surréalisme.
CULTURE ET MEDIAS PAGE 9



Malgré des réajustements, **la politique étrangère de Barack Obama** ne remet en cause aucune des orientations stratégiques antérieures.
NP ARGUMENTS PAGES 6 & 7



Alors que les suppressions d'emplois se multiplient, le NPA lance une campagne pour **des emplois stables et bien rémunérés**.
ECHOS DU NPA PAGE 11

TOU**T** est à nous!

9 JUILLET 2009 | N°16 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

ANTICAPITALISME

DANS LES LUTTES ET DANS LES URNES



Alors que la crise du capitalisme s'accroît et que le pouvoir tente de la faire payer au monde du travail, le NPA cherche à favoriser les conditions d'une riposte, d'un mouvement d'ensemble pour infliger au patronat et à Sarkozy des défaites sur le plan social.

Après avoir éloigné des urnes l'essentiel des classes populaires et des jeunes, écœurés par le fonctionnement des institutions européennes, la droite tente de profiter d'un score obtenu grâce à l'abstention (l'UMP a seulement réuni 13% des inscrits), pour accélérer le rythme des attaques. Le plan de sauvetage mondial du capitalisme, auquel s'est associé le gouvernement français, présente désormais sa facture: la majorité de la population va devoir payer les pots cassés de l'enrichissement d'une minorité et de la préservation

tion du système! Payer d'abord par l'allongement de la durée du travail, l'UMP voulant reculer l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Sept ans de plus de travail pour payer la dette et des niveaux de pensions toujours plus détériorés... Les 600000 jeunes qui vont se présenter sur le marché du travail cet automne, les 800000 chômeurs en plus annoncés par le gouvernement lui-même, tout ceci montre l'urgence sociale et la nécessité impérieuse d'une riposte à la hauteur des enjeux. Que l'on ne se trompe pas: Sarkozy veut désormais cristalliser une modification en profondeur des rapports de forces dans la

société française, au détriment des droits des travailleurs et des intérêts des classes populaires. Un bras de fer qu'il peut d'autant plus engager que l'opposition sociale et politique défaille. Le bilan des mobilisations enclenchées par les directions syndicales depuis janvier reste sans appel: le mouvement, que les confédérations ont contrôlé et canalisé au maximum, n'a produit aucun effet sur le pouvoir. Quant au PS, chaque jour apporte son lot de ralliements, d'incapacités à s'opposer sur le fond... et d'ambitions.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

HONDURAS

LE PEUPLE RÉSISTE

Malgré la répression, une résistance populaire massive au coup d'Etat qui a destitué le président Manuel Zelaya, le 28 juin, se développe au Honduras. L'armée tire sur les manifestants. Les chars parcourent les rues, les radios et télévisions sont censurées. Les gouvernements étrangers ont condamné timidement le putsch. Il faut que les putschistes soient renversés et, pour cela, notre solidarité est indispensable. **LIRE PAGE 8**



FONCTION PUBLIQUE VERS UN GIGANTESQUE PLAN SOCIAL

Mardi 7 juillet, les députés débataient l'examen de la loi sur la mobilité des fonctionnaires, qu'ils devaient selon toute vraisemblance adopter. Ce texte s'inscrit dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), véritable machine à détruire l'emploi dans la fonction publique, puisqu'elle se traduira, en 2010, par la disparition de 34000 postes. **LIRE PAGE 4**

YEMENIA AIR POU BELLES VOLANTES

L'accident de l'Airbus A310 de Yemenia Air, qui a fait 152 victimes, pose la question de l'inégalité de la sécurité dans les transports aériens. Les passagers, qui voulaient rejoindre Moroni (Comores), avaient embarqué sur un A330, à Paris puis à Marseille, et avaient fait escale à Sanaa (Yémen) pour changer d'avion. L'Airbus 310, pris pour le dernier tronçon, était de technologie plus ancienne, en

mauvais état et avait fait l'objet d'inspections révélant un entretien défaillant en 2007. Pourquoi ce changement d'appareil? L'avion n'avait pas été formellement interdit en France - contrairement à ce qu'avait affirmé dans un premier temps le secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, pressé de dégager sa responsabilité.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5

Par **Sandra Demarcq**

LE DROIT À LA PARESSE

Les gouvernements profitent souvent de la période estivale pour faire voter des lois antisociales importantes. Cet été ne dérogera pas à la règle et la principale attaque contre les salariés portera, cette année, sur l'extension et la banalisation du travail du dimanche. Cette loi, soi-disant tant attendue par les salariés, aura, selon Henri Guaino, « une portée limitée » et elle ne touchera donc pas l'ensemble des salariés. Autres arguments mis en avant pour défendre cette loi, la majoration de la rémunération et le volontariat. On imagine très bien ce que cela peut donner dans la période actuelle de licenciements et de chômage. En fait, cette loi s'insère dans une stratégie globale de remise en cause de la durée légale du travail. C'est pour cette raison que Sarkozy y tient tellement. Elle permet encore plus de flexibilité et rend les salariés toujours plus corvéables. Contrairement à ce que veut bien nous faire croire le gouvernement, travailler le dimanche ne permettra pas de gagner plus et ne créera pas de nouveaux emplois. Cette loi s'inscrit totalement dans l'offensive de Sarkozy et de son gouvernement contre les acquis sociaux de l'ensemble du monde du travail. Au moment où le ministre du Travail, Xavier Darcos, annonce 800 000 chômeurs en plus en 2009, l'urgence est de travailler moins pour travailler toutes et tous. Pour cela, il faut répartir le travail sans diminution de salaire et abaisser le temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les travailleurs aujourd'hui privés d'emploi ou condamnés à des emplois précaires sous-payés. Nous ne pouvons pas nous contenter de défendre le dimanche comme jour de repos : il nous faut reprendre, plus globalement, la bataille de la réduction du temps de travail. Cette bataille, c'est celle de l'emploi mais aussi du temps libre, des loisirs, de la grasse matinée. Cette bataille, c'est aussi celle du droit à la paresse.

regards



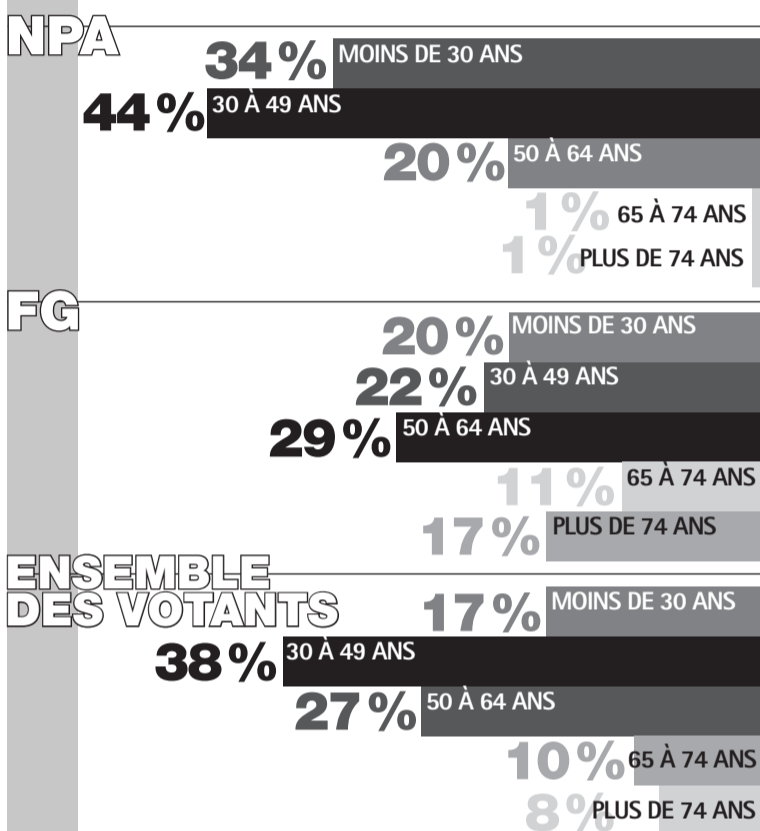
Jérôme Fourquet. (DR)

Propos recueillis par **Thomas Mitch**

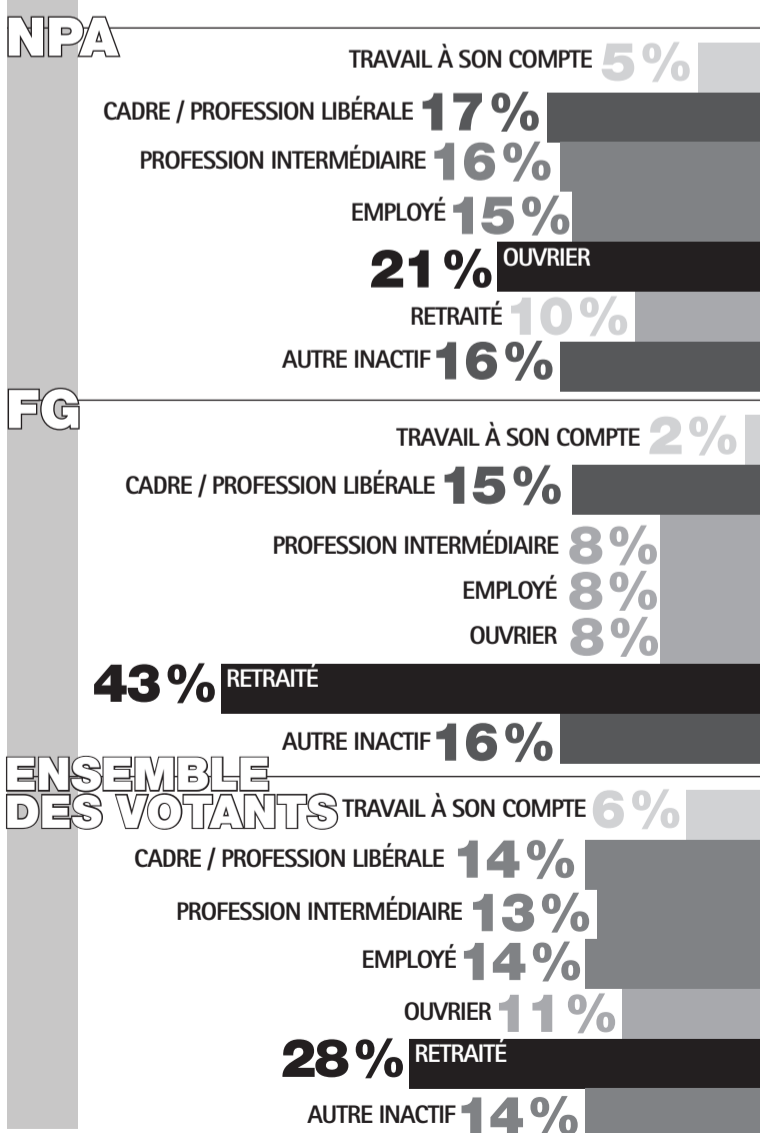
« IL Y A UNE PÉNÉTRATION DU NPA EN MILIEU OUVRIER »

L'Ifop a réalisé une étude très instructive sur les résultats comparés du NPA et du Front de gauche aux élections européennes. Jérôme Fourquet est directeur adjoint du département Opinion de l'Ifop.

LE NPA DISPOSE DE L'ÉLECTORAT LE PLUS JEUNE



DES RETRAITÉS TRÈS PRÉSENTS DANS L'ÉLECTORAT DU FRONT DE GAUCHE



SOURCE : IFOP

Quels sont les principaux enseignements qu'on peut tirer de votre étude?

Avec des scores relativement proches (4,9% pour le NPA contre 6% pour le Front de gauche) et des positionnements idéologiques quasi similaires (aux yeux du grand public), on a deux électorats différents. D'un côté, celui du NPA est majoritairement composé de jeunes actifs (moins de 50 ans), peu intéressés par la campagne européenne, qui ont voté plutôt sur des considérations nationales. De l'autre, celui du Front de gauche, plus âgé (avec une surreprésentation des retraités), est plus politisé, plus mobilisé, plus intéressé à la campagne en tant que telle. Cette structuration explique en grande partie pourquoi le Front de gauche a dépassé le NPA. Le clivage se situe donc aux niveaux générationnel, sociologique et dans le rapport à la campagne. Contrairement à celui du Front de gauche, l'électorat du NPA s'est massivement abstenu et 72% de ses électeurs se disent peu ou pas intéressés par cette campagne : c'est vingt points de plus que la moyenne générale (52%) ! Pour ce baptême du feu, la stratégie du NPA n'avait pas suffisamment pris en compte les caractéristiques de son électoral, plus jeune, plus populaire, moins convaincu par l'acte électoral. Le NPA a été handicapé par la proximité de l'élection avec son congrès fondateur : ses militants étaient beaucoup mobilisés en interne sur la réussite du lancement du mouvement. Il s'est par ailleurs investi dans le soutien actif à la mobilisation sociale, notamment au mouvement du LKP en Guadeloupe. Dans un premier temps, la campagne « classique » a été mise au second plan, alors qu'il fallait redoubler d'efforts compte tenu de la tentation abstentionniste qui était grande dans son électoral potentiel. A l'inverse, le Front de gauche est parti plus tôt, a fait une campagne plus classique, et a mobilisé dans la durée. Cela s'est vu dans les sondages d'intentions de vote (le Front de gauche part à 4% en février et finit à 6% au mois de juin).

Pourquoi le NPA, parti à 8-9% dans les sondages, finit-il à 5%?

Les Français se sont peu passionnés pour cette campagne. Les premières intentions de vote accordent la part belle aux têtes d'affiche médiatiques clairement identifiées en résonance avec le mouvement social. Mais il y a eu un petit retard à l'allumage du côté de la campagne du NPA qui a laissé le Front de gauche monter en puissance. On peut penser qu'une partie de l'électorat du « non », qui avait pu voter Besancenot à la présidentielle, a décroché au profit du Front de gauche. Pour ces électeurs de la mouvance communiste élargie notamment, il y a eu comme un retour aux sources. En février, alors que la campagne n'a pas commencé, les scores à 8-9% du NPA sont indexés sur la visibilité médiatique de Besancenot à ce moment-là. Ces électeurs disent qu'ils voteront vraisemblablement pour lui mais, plus l'échéance se rapproche, plus ils disent qu'ils n'iront pas voter. Ils ne se détournent pas du NPA, mais du scrutin. La solidité de l'électorat du NPA laisse donc encore à désirer.

Que sont devenues celles et ceux qui ont voté pour Olivier Besancenot en 2007?

Une grande partie s'est abstenue... Parmi ceux qui se sont déplacés, à peine un électeur sur deux de Besancenot en 2007 a voté pour le NPA aux européennes, 17% pour le Front de gauche, 13% pour le PS et 12% pour Europe Ecologie. Donc 62% des électeurs de Besancenot en 2007 ont voté pour le NPA ou pour le Front de gauche. Les 17% qui ont voté Front de gauche ont probablement été attirés par sa thématique unitaire.

Comment se répartissent les votes pour le NPA et le Front de gauche au niveau géographique?

Certes, il y a des zones de recouvrement et d'affrontement, où le PCF est implanté mais où le NPA se développe (agglomération de Rouen, Centre-Bretagne, Picardie, Nord-Pas-de-Calais). Mais il y a nationalement une répartition des zones de force. Le Front de gauche est dominant dans tout le sud de la France, notamment dans la circonscription Sud-Ouest grâce à l'apport de la campagne de Mélenchon, où le Front de gauche est nettement devant, en Ile-de-France et dans le centre (implantation ancienne). Même si, dans la Creuse, le sud de l'Indre et les périphéries de Limoges et Clermont, le NPA réalise des scores importants. Le NPA, quant à lui, devance très nettement le Front de gauche dans tout l'ouest de la France et également dans le Grand-Est. Dans certaines zones industrielles et ouvrières, sans implantation historique du PCF, le NPA fait des scores élevés : à Sochaux-Montbéliard (Peugeot et sous-traitants), Givet et Fumay (Ardennes), ou bien encore dans la région de Gandrange (Moselle) par exemple. Il y a donc une pénétration du NPA en milieu ouvrier.

Les scores du Front de gauche semblent avoir été tirés par les « bastions » du PCF...

Le Front de gauche s'est appuyé sur des milieux où le PCF est encore fort. Du coup, il réalise des scores très variables, allant de 1% à 45% (dans certaines villes qu'il détient). En revanche, le NPA obtient un résultat beaucoup plus homogène (compris, grosso modo, entre 3% et 10%). Et c'est sans doute un enseignement pour le NPA : bénéficier d'une implantation locale, d'élus et d'un maillage du territoire est important dans une élection comme celle-ci.



SOMMET DU G8 SOLIDAIRE POUR PAS UN ROND

Le G8 devait se réunir le 8 juillet, en Italie. L'occasion de masquer le manque de légitimité des dirigeants, en instrumentalisant l'émotion suscitée par le tremblement de terre de l'Aquila.



Rome, lundi 6 juillet. Opposants au G8. (Reuters)

Il y a trois mois, un séisme faisait 300 morts à l'Aquila, en Italie. La décision d'y tenir le sommet du G8 vise notamment à réduire les risques de manifestation. Il se dit, en haut lieu, que les opposants n'oseront pas s'exprimer en un tel lieu. Le responsable de l'événement, Guido Bertolaso, prétend que «ce sera un G8 solidaire». Ce qui signifie seulement que les grands de ce monde honoreront de leur présence et de leurs dépenses une ville dans laquelle 50000 réfugiés vivent toujours sous des tentes...

Voilà qui en dit long sur le cynisme de ces dirigeants politiques et des grands patrons, dont ils ne font que reproduire le triste numéro. Alors qu'ils justifiaient leurs profits par «la prise de risque», ces derniers en appellent aujourd'hui à la solidarité et demandent aux plus modestes de se

serrer la ceinture. Depuis le début de la crise, 25% des travailleurs américains ont vu leur salaire diminuer, sans compter ceux qui n'ont plus d'emploi. On observe déjà le même phénomène dans plusieurs pays d'Europe (Irlande, Hongrie, pays baltes...). Le risque de déflation n'est pas écarté. En France, des entreprises comme Hertz, IBM, Osram ou HP tentent d'obtenir des baisses de salaire. Pourquoi se priveraient-elles, alors que le ministre du Travail refuse de légiférer pour interdire ce type de «proposition»? Pour Brice Hortefeux, «c'est aux salariés de déterminer si les mesures proposées permettent ou non de préserver l'avenir de l'entreprise... en période de crise, l'effort doit être partagé».

Effort partagé? Ce sont pourtant toujours les mêmes qui trinquent. Ceux que l'on contraint à «travailler plus pour gagner moins» ou que l'on licencie. Ce sont souvent deux étapes d'un

même processus, comme ce fut le cas à l'usine Continental de Clairoix. Et le G8 n'y changera rien. Pour les travailleurs, la crise ne fait que commencer. Les licenciements actuels ne forment qu'une première vague, et les capitalistes vont de nouveau limoger pour restaurer la rentabilité de leurs capitaux. «La reprise de l'emploi sera beaucoup plus tardive que le retour à la croissance économique», prévient le secrétaire général de l'OCDE. D'ici fin 2010, plus de 57 millions de travailleurs seront privés d'emploi dans les pays de l'OCDE. Et le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn, reconnaît que le chômage va augmenter jusqu'en 2011. Certains Etats annoncent déjà de mauvais chiffres, comme le gouvernement suédois qui prévoit un taux de chômage de 11,7%... dans deux ans.

Dans les pays pauvres, notamment en Afrique, les consé-

quences seront plus dramatiques encore. Aussi, le G8 affichera-t-il un engagement pour lutter contre la faim dans le monde. Mais quelle est la crédibilité de cette annonce, alors que Berlusconi vient d'admettre «ne pas avoir tenu ses promesses», en ce qui concerne l'aide à l'Afrique? A peu près la même que celle de l'appel de Sarkozy et Lula, en faveur d'un «ordre mondial plus démocratique, plus solidaire et plus juste». Comble du cynisme, au moment même où il tente de relancer un programme économique libéral, obligeant les travailleurs à trimer plus longtemps pendant que le chômage explose, Sarkozy écrit que la dimension sociale de la mondialisation est «prioritaire» et que le rôle de l'Organisation internationale du travail (OIT) doit être renforcé.

Philip Grieves

DISCUSSION NPA-PCF

Lundi 6 juillet, les délégations du PCF et du NPA se sont rencontrées, premier contact depuis les élections européennes. Un large accord s'est exprimé sur l'analyse de la crise et ses conséquences pour les salariés et les classes populaires, dont nous ne connaissons que les premiers méfaits. Accord aussi sur la situation politique, essentiellement sur l'appréciation de l'abstention, qui relativise le succès de la droite, la signification des listes Europe Ecologie et sur la crise du PS, même si chacun n'en tire pas nécessairement les mêmes conclusions. Une divergence est apparue sur l'appréciation de la politique des directions des confédérations syndicales qui, à nos yeux, n'ont offert aucune perspective à la vague de mobilisations des six premiers

mois de l'année. Cette divergence se retrouve dans la façon dont nous abordons la question des leviers unitaires de mobilisation à construire pour préparer la riposte du monde du travail. Ce qui fait que, même si la délégation du PCF a accueilli favorablement nos propositions sur ce terrain, elle n'y accorde pas la même importance que nous. Cette divergence s'est retrouvée dans la façon dont nous pouvons prolonger l'unité sur le terrain des élections régionales. Le PCF entend avoir la même politique partout, et il privilégie le cadre du Front de gauche, sans être opposé à un autre type de rassemblement, ce qui va dans le sens d'un accord possible. Mais d'importantes divergences se formulent à ce moment de la discussion: une insistance sur la nécessité de rassembler toute la

gauche sans «aucun préalable» (donc possibilité d'accord avec le PS dès le premier tour) et, même si il y a en partie convergence sur la critique de la politique menée dans les conseils régionaux par la gauche, le PCF demeure dans une perspective de gestion avec le PS. Bien sûr, ce ne sont là que les premiers constats qu'a enregistrés notre déclaration commune et que nous avons portés à la connaissance de la presse, séparément, la délégation du PCF ayant refusé un point presse commun. La discussion commence. Les prochains rendez-vous sont ceux de nos universités d'été respectives, de la fête de l'Humanité et... dans les entreprises et les quartiers, au cœur des luttes.

Yvan Lemaître

ANTICAPITALISME

SUITE DE LA PAGE 1

C'est l'ensemble de ces raisons qui nous conduisent, dès maintenant, à proposer le chemin de la riposte. Tous les leviers de mobilisation et de convergence des luttes (notamment celles des entreprises frappées par les licenciements) doivent être utilisés. Tout ce qui permet la confiance dans les capacités à agir, se rassembler, s'organiser, doit être favorisé. Nous savons tous qu'il n'y a pas de bouton magique pour déclencher des mouvements sociaux, mais nous savons également que l'unité du monde du travail et de la population est une condition nécessaire, déterminante pour l'action.

C'est pourquoi nous avons proposé aux forces syndicales et politiques de se rencontrer, afin d'organiser cette riposte, sur le fond et sur la forme. Aux forces de la gauche radicale, dont les responsabilités sont fortes concernant la mise en place des mobilisations, nous proposons un pacte durable, dans la rue et dans les urnes, visant à offrir un débouché politique autour d'un programme anticapitaliste, autour d'une perspective indépendante du PS, mais dans la volonté claire de ne pas se tromper d'ennemi, de battre le camp réactionnaire au pouvoir. Nous ferons prochainement un point complet sur les rencontres avec cette gauche radicale – et en particulier sur leurs positionnements aux élections régionales –, en affichant les convergences et les divergences maintenues à ce stade. Dans la clarté et la transparence, car, pour nous, le combat pour l'unité et le contenu de celle-ci ne font qu'un.

Pierre-François Grond

RENCONTRE ENTRE LE PARTI DE GAUCHE ET LE NPA

Difficile d'y avoir échappé, des délégations du NPA et du Parti de gauche (PG) se sont rencontrées, mardi 30 juin. A l'issue de cette réunion, une déclaration commune a été publiée. Celle-ci permet de prendre acte d'un certain nombre de points de convergence ainsi que des divergences substantielles qui existent.

Premier point d'accord, l'accent est mis sur la situation sociale et la nécessité de contribuer aux mobilisations susceptibles de préparer une contre-offensive du monde du travail. Il s'agit «de favoriser l'unité la plus grande contre les projets de la droite et du patronat, que ce soit dans le domaine social, écologique, et des droits et libertés». Sur le terrain proprement électoral, notons une approche commune quant à la nécessité d'un accord national sur des listes «autonomes et indépendantes» partout, et non sur des politiques à géométrie variable suivant les régions. L'enjeu est de travailler à un regroupement des forces rejetant la logique du système capitaliste, et donc indépendantes des listes du PS ou de type Europe Ecologie. Premier point d'achoppement, la question du bilan des régions, sur lequel le PG, sans doute pour ne pas fâcher son allié communiste, reste bien discret. Avec vingt régions à présidence socialiste, la question du bilan des politiques menées sur le terrain social et écologique est pourtant incontournable. Que le Parti communiste ait cogéré une très grande partie de ces régions est évidemment un problème. Mais c'est le sien, pas le nôtre. La question centrale sur laquelle il n'y a pas accord pour le moment concerne la question du rapport au PS, notamment en ce qui concerne la participation aux exécutifs. Cette divergence est clairement marquée dans la déclaration commune. De ce point de vue, nous sommes dans la continuité de la politique menée depuis notre congrès de fondation. Si certaines forces ont pu éluder la question le temps des élections européennes, elle est incontournable aux élections régionales. Les élus des listes où nous figurerons au premier tour ne peuvent participer à des exécutifs avec le PS: il n'est pas question d'être contraints de voter des décisions contradictoires avec le programme que nous défendons, les revendications portées par les mobilisations sociales et les intérêts du monde du travail. C'est la condition que nous mettons à la conclusion d'un accord démocratique au deuxième tour pour battre la droite.

Au-delà de l'écume médiatique, il s'agit à cette étape d'une première réunion. Les discussions se poursuivront dans les mois à venir, pour voir s'il est possible d'aboutir ou non à un accord. C'est évidemment notre souhait, et la réflexion sur les aspects programmatiques doit maintenant commencer.

Guillaume Liégard

1. Voir www.npa2009.org



SARKOZY ET LES SYNDICATS LOIN DU SOMMET

Le énième sommet social, le 1^{er} juillet dernier, a été pour Sarkozy l'occasion de présenter aux confédérations syndicales un bilan évidemment très positif de sa politique et d'essayer de leur « vendre » son fameux emprunt. Mais il n'a surtout rien changé.

LA DERNIÈRE rencontre entre Sarkozy et les confédérations syndicales avait donné lieu à quelques «miettes sociales». Celle du 1^{er} juillet dernier n'aura vu aucun scoop social. Et pour cause, ce n'était pas vraiment le sujet. En fait, il s'agissait, pour Sarkozy, de vanter les mesures prises face à la crise et de discuter des «priorités d'avenir» que financera l'emprunt, nouveau cadeau aux plus riches. Lors de cette rencontre, Sarkozy a voulu montrer que, grâce aux milliards d'euros donnés aux banques et au patronat, la France résistait mieux face à la crise que nos voisins européens. Le gouvernement aurait donc ainsi, par exemple, «sauvé» le secteur automobile, grâce aux 6 milliards d'euros généreusement distribués. Les milliers de salariés licenciés du secteur apprécieront. Quant à l'emploi et aux licenciements, première préoccupation de la majorité de la population, Sarkozy est resté évidemment très vague, avançant quelques pistes, comme le développement du contrat de transition professionnelle (CTP) réservé aux licenciements économiques. A Sarkozy et à Fillon, les confédérations syndicales ont réitéré leurs revendications : protéger l'emploi et améliorer le pouvoir d'achat. Ils ont jusqu'à octobre «pour faire valoir les priorités dans lesquelles il paraît important que notre pays investisse pour les générations à venir». Ce sommet social est à des années-lumières des préoccupations quotidiennes de la majorité de la population, des salariés, des chômeurs, des jeunes et des retraités, qui subissent chaque jour les effets de la crise. Sarkozy a encore une fois réussi à enfermer les directions des confédérations syndicales dans un pseudo-dialogue social. Face aux licenciements, aux suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, au projet d'instauration du travail le dimanche, au recul annoncé de l'âge de la retraite, oui, nous devons prendre rendez-vous avec Sarkozy et son gouvernement, mais dans la rue. Le dialogue doit avoir lieu entre les salariés en lutte, les équipes syndicales mobilisées, pour organiser la convergence, à l'image des premières initiatives encourageantes prises dans le secteur automobile autour des Continental et des Goodyear. Le mouvement doit continuer pour aboutir à la construction d'un mouvement d'ensemble qui ne doit pas être la succession de journées sans lendemain auxquelles nous ont habitués les directions syndicales ces derniers mois, mais l'extension et la généralisation des luttes dans la durée, à l'image des semaines de grève en Martinique et Guadeloupe. C'est nécessaire et possible ces prochains mois.

Sandra Demarcq

FONCTION PUBLIQUE VERS UN GIGANTESQUE PLAN SOCIAL

L'Assemblée nationale commençait, mardi 7 juillet, l'examen du projet de loi sur la mobilité des fonctionnaires, attaque en règle contre leurs statuts dans le cadre de la restructuration de la fonction publique.



Paris, le 15 mai 2008. (JMB)

L Le gouvernement profite de l'été pour faire passer ses mauvais coups. Il a attendu la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, en ce début de juillet, pour faire voter par les députés la loi sur la mobilité des fonctionnaires, qui avait déjà été adoptée par le Sénat il y a un an. Selon Eric Woerth, resté ministre du Budget et de la «réforme de l'Etat», qui a présenté le projet, ce serait «permettre aux fonctionnaires de s'épanouir tout au long de leur carrière». Pure hypocrisie, alors qu'il est évident que cette nouvelle loi s'inscrit dans la réforme de l'Etat et de la révision générale des politiques publiques (RGPP), qui se traduira notamment, en 2010, par la suppression de 34 000 postes. La loi prévoit en premier lieu de faciliter la «mobilité» des fonctionnaires, leur passage d'un corps et d'une fonction publique (d'Etat, territoriale ou hospitalière) à l'autre. Le deuxième volet du texte est relatif à «l'accompagnement des changements d'emploi, notamment dans le cadre des restructurations d'administrations de l'Etat», comme l'a lui-même souligné le rapporteur UMP Jacques Alain Benisti. Le fonctionnaire dont le poste sera supprimé aura «la chance» de se voir proposé trois emplois, qui tiendraient compte de son «projet d'évolution professionnelle» et de sa «situation familiale». Enfin, parmi les dispositions les plus importantes, l'administration sera autorisée à recruter des intérimaires pour remplacer des fonctionnaires absents, ce que le gouvernement a le cynisme de présenter comme un net progrès par rapport à la précarité déjà existante dans la fonction publique – l'emploi de vacataires ou de contractuels – qu'il n'a fait qu'accroître lui-même. L'ensemble de la loi est une at-

taque frontale contre la fonction publique et ses personnels. Il s'inscrit dans la restructuration de l'administration que Sarkozy avait annoncée dans son discours de Nantes, le 19 septembre 2007. Il met à la disposition de l'Etat les instruments nécessaires pour engager le plan social le plus important qui existe à l'heure actuelle. Car, bien évidemment, facilités de «mobilité» et obligation pour un fonctionnaire dont le poste aura été supprimé d'accepter un des trois postes qu'on lui proposera se traduiront, en cas de refus, par un licenciement pur et simple. Toutes ces raisons de rejeter la loi ont été énoncées tant par les syndicats, dont des délégations ont manifesté devant l'Assemblée le 1^{er} juillet, que par les députés de l'opposition. Mais ces protestations sont restées bien confidentielles et très tardives et, comme le gouvernement s'est plu à le répéter, le projet de loi, même s'il n'a pas fait accord jusqu'au bout, a résulté d'une concertation à laquelle tous ont participé. Cela explique que peu de salariés de la fonction publique, aujourd'hui, ont pris la mesure de l'ampleur de ces attaques. Beaucoup jugent encore impossible que l'Etat puisse licencier, et massivement, des fonctionnaires. La loi est certes votée mais le combat contre sa mise en œuvre et pour son retrait restent possibles. D'autant que les dispositions qu'elle prévoit risquent d'avoir leur traduction concrète dans les mois qui viennent. A petites doses certainement d'abord, à travers peut-être des cas plus ou moins isolés mais qui en révéleront la nature. Ce combat, il sera crucial de l'inscrire dans un plan pour une contre-offensive globale.

Galia Trépère

et aussi

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES. Le 1^{er} juillet, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), près de 200 personnes – en grande majorité des femmes – ont défilé contre les violences conjugales jusqu'au lieu où Marylène (48 ans) a été tuée par son ex-compagnon à coups de couteau, le 23 juin.

DÉSOMBÉSSEUR. Mardi 7 juillet, 1 000 personnes ont manifesté leur soutien à Erwan Redon, un «désombésseur» (instituteur refusant d'appliquer les contre-réformes de l'éducation, lire *TEAN* n°15 du 2 juillet) défendu par un large collectif (CGT, FSU, CNT, SUD, Sgen, Udas, NPA...). Le cortège s'est dirigé vers l'inspection académique, alors qu'Erwan Redon passait en conseil de discipline. Finalement, la procédure a été reportée à la rentrée, l'inspection ayant décidé de poursuivre Erwan pour «manquement à des obligations de service» et non plus pour «insuffisance professionnelle». C'est un premier point de marqué : le manquement ouvre la voie à une échelle de sanction et évite le licenciement.

PAYS BASQUE. Le collectif Oldartu («Lutter ensemble») pour la convergence des luttes a été constitué avec des syndicats, des partis politiques et des associations. Le 27 juin, une première action a été menée pour exiger la gratuité des transports collectifs dans la communauté d'agglomération de Bayonne, Biarritz et Anglet. Un appel a été diffusé avec comme premiers signataires : Abertzaleen Batasuna, Action consommation, Attac, Batasuna, Collectif contre les violences sexistes, Comité d'action Soule, CNT, ELB, Ikasi eta Irauli-Jeune Réagis!, LAB, NPA, Segi et Solidaires. Une plateforme de revendications plus larges est en train d'être élaborée.

LYCÉEN HARCELÉ. Tristan Sadeghi, élève de première ES au lycée Maurice-Ravel, à Paris, risque de ne pas passer en terminale. Il est bon élève, mais il est délégué de classe et, surtout, il a pris une part active au blocage de son lycée lors du dernier mouvement lycéen. Alors pour poursuivre ses études dans le même établissement, son proviseur exige de lui un engagement, écrit de sa main, à ne plus faire de blocage. Tout ceci, quelques jours seulement avant les examens du bac!

BAISSE DE LA TVA. Depuis le 1^{er} juillet, le taux de TVA appliqué aux restaurants est passé de 19,6% à 5,5%. Le pouvoir a communiqué, à ce propos, à grands renforts de «mesures pour l'emploi et le pouvoir d'achat». En fait, il n'y a aucune obligation de baisse des tarifs et/ou d'augmentation des salaires dans le texte, mais une «incitation» à faire l'un ou l'autre. Si nombre de petites entreprises vont jouer le jeu, gageons que les grands groupes hôteliers vont surtout choisir de redistribuer encore plus de profits à leurs actionnaires tout en généralisant les contrats précaires. L'UMP est le premier bénéficiaire de cette mesure : après avoir satisfait la profession, le parti présidentiel a reçu plusieurs centaines d'adhésions. Logique : l'UMP avait envoyé un courrier à toute la profession.



et aussi



SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES SANS-PAPIERS. Depuis le 29 juin, 25 salariés et anciens salariés de l'entreprise de nettoyage Clean Multiservices occupent le siège de l'entreprise, à Saint-Prix (Val-d'Oise), soutenus par Solidaires et CNT Nettoyage. Ils refusent la précarité, la discrimination envers les travailleurs étrangers et les femmes, et revendiquent la réintégration des personnes licenciées abusivement, la réparation financière des préjudices subis et des conditions de travail conformes à la dignité humaine. Ils exigent aussi la régularisation de tous les travailleurs sans papiers. Le collectif de soutien comprend le Collectif de soutien aux sans-papiers du 95, RESF 95, la LDH, Les Alternatifs, le NPA, le PG, le PCF et les Verts. Un appel à la solidarité militante et humaine est lancé. L'entreprise se situe au 43, rue Pierre-Curie, à Saint-Prix. Ils lancent également un appel urgent à la solidarité financière. Chèque à l'ordre de Raphaël Romnée (mention au dos «Solidarité SP ST PRIX»), à envoyer au 79, rue du Docteur-Roux, 95130 Franconville. Pas de trêve estivale pour la solidarité!



(DR)

RADIO FRANCE INTERNATIONALE CONTRE L'ÉTAT LICENCIÉ



Paris, le 29 janvier. Lors de la manifestation interprofessionnelle, les salariés de RFI étaient déjà mobilisés. (JMB)

Avec neuf semaines de grève, le mouvement de Radio France internationale est d'ores et déjà le plus long qu'ait connu l'audiovisuel depuis 1968.



Les travailleurs de RFI luttent contre un plan de restructuration qui prévoit 206 licenciements (sur le millier de salariés que compte RFI), mais aussi et surtout contre le démantèlement à brève échéance de leur station, avec notamment la fermeture de six rédactions de langues étrangères. La combativité des salariés de RFI n'a d'égale que l'arrogance d'une direction qui s'appuie sur des arguments financiers, dont l'intersyndicale FO, SNJ, SNJ-CGT et SNRT-CGT de RFI - majoritaire au comité d'entreprise (CE) a montré qu'ils ne valaient rien (ce qu'un cabinet d'experts-comptables, missionné par le CE, a d'ailleurs confirmé). Malgré une grève qui bloque jusqu'à 85% de l'antenne, la direction refuse toujours de négocier les revendications portées par le mouvement de grève, al-

lant jusqu'à refuser la nomination d'un médiateur, réclamée depuis six semaines par les salariés de RFI. Ceux-ci ont pourtant raison de rappeler qu'en l'espèce, c'est l'Etat qui licencie, le même qui donne des milliards aux banques et aux multinationales et prétend que les caisses sont vides dès lors qu'il s'agit des services publics, des emplois et des salaires. Ce plan de licenciements s'inscrit dans l'ensemble des attaques dont est victime le service public d'information (et, plus largement, l'ensemble des services publics, de La Poste à la santé, en passant par l'éducation nationale). Rappelons simplement que France Télévisions vient d'annoncer 900 licenciements étalés sur trois ans, que l'UMP fait planer depuis près de deux ans la menace d'une privatisation de l'Agence France-Presse (AFP), et que le président de la République a, depuis mars der-

nier, la possibilité de nommer directement le président de France Télévisions et de Radio France. Enfin, cette attaque en règle contre RFI a beaucoup à voir avec la création de la holding Audiovisuel extérieur de la France (AEF), dans le cadre de la loi de «modernisation de l'audiovisuel public», dont RFI est l'une des principales filiales (avec France 24 et TV5 Monde). Christine Ockrent a été nommée directrice générale de l'AEF en février, la tutelle étant assurée par son mari, Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères. Les syndicats de journalistes et les salariés de RFI avaient protesté, à juste titre, contre un mélange des genres qui en dit long sur la volonté de la classe dirigeante de renforcer son contrôle sur les médias. Le NPA s'élève contre toute ingérence et toute reprise en main de RFI par l'Etat français, ce que l'ampleur du traitement accordé

à la mort d'Omar Bongo laisse craindre. Comme l'a noté l'intersyndicale: «Après avoir refusé pendant des décennies d'être la voix de la France, acceptons-nous d'être aujourd'hui la voix de la Françafrique? Qu'avons-nous enterré ce mardi [16 juin]? Omar Bongo, ou l'ambition d'une radio généraliste et universaliste qui parle au monde de la France et du monde?» Outre une manifestation le mardi 16 juin, en direction de l'Elysée (avec d'ailleurs d'autres salariés de l'audiovisuel public), les travailleurs de RFI ont créé, le mercredi 24 juin, de 12h à 19h, «la première radio de salariés en lutte», une radio «éphémère et autonome», donnant la parole aux grévistes. Cette résistance exemplaire est une très bonne nouvelle et le NPA la soutient pleinement.

Léo Carvalho

YEMENIA AIR

SUITE DE LA PAGE 1

Yemenia Air mettait un avion plus récent au départ de France pour éviter toute saisie éventuelle. Le dernier tronçon, où les contrôles techniques sont moins sérieux, était donc connu pour révéler de mauvaises surprises aux passagers. Plusieurs plaintes avaient déjà été émises, une association de passagers avait même été créée pour faire cesser cette situation, avec courriers aux autorités françaises et comoriennes. Après l'accident, des manifestations ont eu lieu, aux aéroports de Marseille-Provence et de Roissy, pour bloquer les vols de la compagnie qui a fini par suspendre une partie de ses vols. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé à Marseille, samedi 4 juillet, 5000 à Paris dimanche, aux cris de «plus de pouelles volantes, les morts n'ont pas de prix, nous nous battons jusqu'au bout».

Les suites de l'accident ont été marquées par plusieurs «dérapages» médiatiques, expliquant qu'il n'y avait quasiment pas de Français à bord, avant de découvrir qu'une très importante communauté de Français d'origine comorienne vit à Marseille et Paris. Yemenia Air ne faisait pas partie de la fameuse liste noire des compagnies dangereuses, où l'on retrouve pas mal de compagnies de pays dits du tiers-monde (Gabon, République du Congo, Swaziland, République Kirghize, Bénin, Angola, Kazakhstan, Ukraine, Thaïlande, Guinée équatoriale, Indonésie). Les Comores sont un des Etats les plus pauvres de la planète, sous-produit de la politique coloniale française en Afrique, et il est un peu facile pour les autorités françaises de se dégager de leurs responsabilités sur les autorités comoriennes, même si celles-ci connaissent aussi la situation et laissent faire.

On retrouve aussi l'abandon du service public. La ligne Paris-Moroni était assurée par Air France avant d'être abandonnée, comme beaucoup d'autres, car jugée pas assez rentable pour un groupe privé visant avant tout la clientèle affaires. Ce drame met en relief une situation de transport à plusieurs vitesses où, suivant son pouvoir d'achat et son origine, on a droit à plus ou moins de sécurité. A l'image de l'indemnisation, qui pour les assurances varie suivant la fortune personnelle de chacun. Plus on est pauvre, moins chère est la vie.

Joël Ghost



(JR)

O B A

et les habits neufs

L'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche a levé beaucoup d'illusions sur un changement d'orientation de la politique étrangère des Etats-Unis. Avec le départ de George W. Bush, il y a bien un changement d'atmosphère et de discours. Les communicants de Washington soignent la nouvelle image de la diplomatie américaine, portée par le premier président noir des Etats-Unis. Mais ces apparences ne doivent pas faire oublier qu'Obama a été porté à la présidence grâce au soutien financier des plus grands groupes économiques de Wall Street et que certains de ses conseillers sont des anciens responsables de la CIA et des administrations précédentes. Au niveau de la politique internationale comme intérieure, Obama est entièrement guidé par la défense des intérêts supérieurs des grands groupes. Cela ne veut évidemment pas dire que ces impératifs amènent à poursuivre les politiques menées par Bush. Obama cherche au contraire à les corriger sur plusieurs points, notamment sur les relations avec le monde arabe, l'Europe, la Chine et la Russie. Mais, fondamentalement, sur un fond de difficultés majeures - la crise économique qui affaiblit le poids politique des Etats-Unis et l'enfermement militaire en Irak et en Afghanistan -, aucune des orientations stratégiques antérieures n'est remise en cause.

GUANTANAMO

La fermeture du centre de détention de Guantanamo Bay était, avec le retrait de l'Irak, une des mesures phares du changement. Dès le deuxième jour de son mandat, Obama signait des décrets ordonnant sa fermeture. Quelques mois après, il réaffirmait que Guantanamo est «un bazar».

Néanmoins, parmi les défenseurs des droits civiques qui ont soutenu le candidat démocrate, le scepticisme n'a cessé de monter ces derniers mois. Le Congrès a refusé d'accorder le crédit de 80 millions de dollars nécessaires à la fermeture prévue pour 2010. La crainte est de voir l'essentiel des 240 prisonniers encore détenus dans l'île de Cuba rejoindre des prisons américaines, et d'autres, soupçonnés de terrorisme, être libérés. Obama envisage de maintenir des juridictions militaires d'exception pour des détenus. Pire, il envisage de maintenir en détention à vie des prisonniers «ne pouvant pas être poursuivis et constituant pourtant un réel danger pour le peuple américain». Il n'est pas question de publier des photos des sévices subis par les prisonniers ni d'accepter la constitution d'une commission indépendante enquêtant sur les exactions commises pendant l'ère Bush.

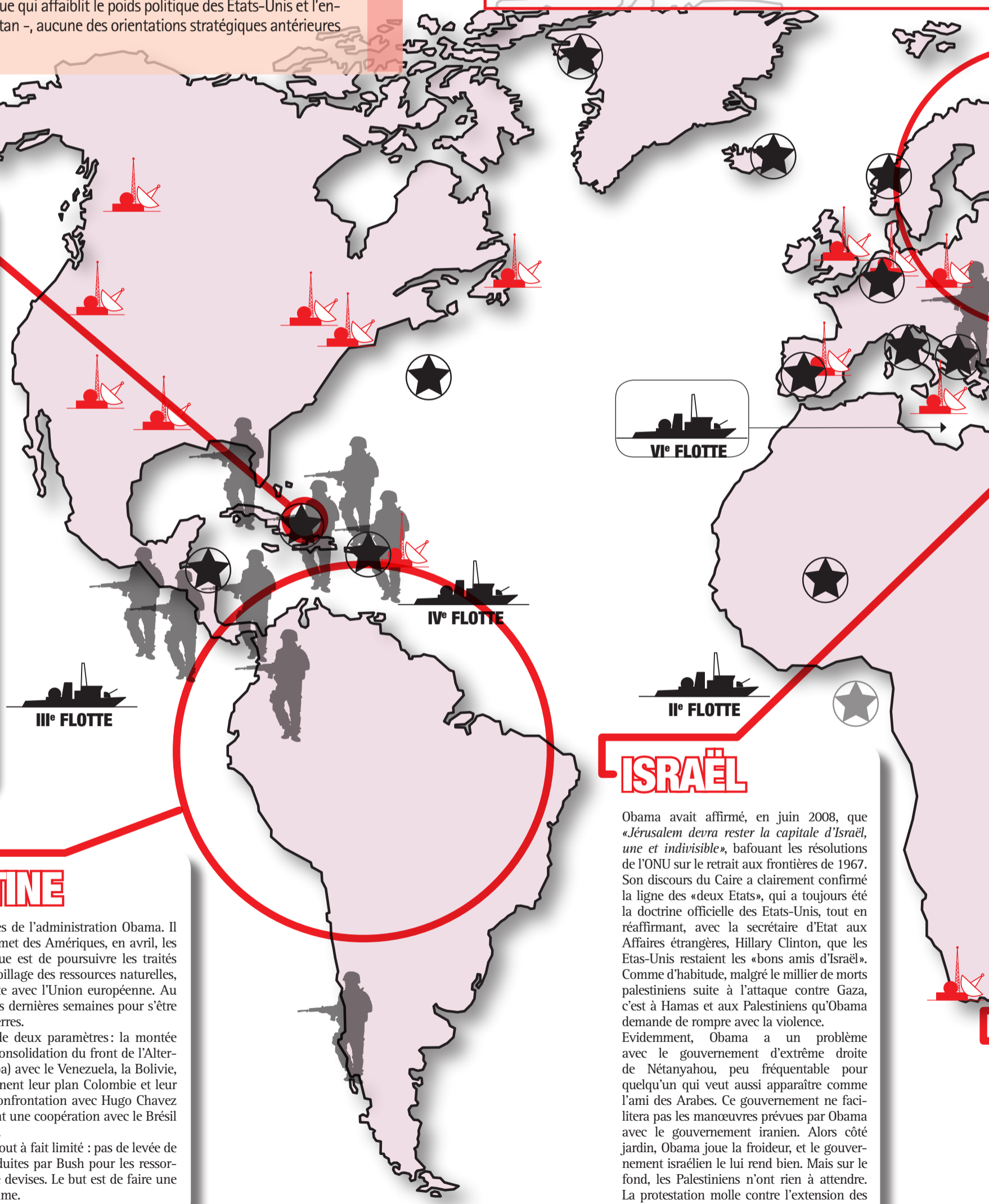
Le premier secrétaire de presse de Bush, Ari Fleischer, a déclaré récemment que «le président Obama devrait reconnaître que ses critiques de campagne étaient fausses. Avec quelques changements mineurs, il suit vraiment le même chemin que celui emprunté par G.W. Bush». Quel hommage!

AMÉRIQUE LATINE

L'Amérique latine n'est pas dans les priorités de l'administration Obama. Il a tenu néanmoins à réaffirmer, lors du sommet des Amériques, en avril, les objectifs des Etats-Unis. Leur but stratégique est de poursuivre les traités bilatéraux, permettant la privatisation et le pillage des ressources naturelles, pour lesquels ils sont en concurrence directe avec l'Union européenne. Au moins 50 paysans péruviens ont été tués ces dernières semaines pour s'être révoltés contre cette dépossession de leurs terres.

Mais les Etats-Unis doivent tenir compte de deux paramètres: la montée comme puissance mondiale du Brésil et la consolidation du front de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (Alba) avec le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et Cuba. Les Etats-Unis maintiennent leur plan Colombie et leur soutien au président Uribe, la tactique de confrontation avec Hugo Chavez et Evo Morales. Parallèlement, ils recherchent une coopération avec le Brésil comme pilier de la coopération économique.

Concernant Cuba, le tournant est réel, mais tout à fait limité: pas de levée de l'embargo, mais levée des restrictions introduites par Bush pour les ressortissants cubano-américains et le transfert de devises. Le but est de faire une pression maximale pour déséquilibrer le régime.



ISRAËL

Obama avait affirmé, en juin 2008, que «Jérusalem devra rester la capitale d'Israël, une et indivisible», bafouant les résolutions de l'ONU sur le retrait aux frontières de 1967. Son discours du Caire a clairement confirmé la ligne des «deux Etats», qui a toujours été la doctrine officielle des Etats-Unis, tout en réaffirmant, avec la secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Hillary Clinton, que les Etats-Unis restaient les «bons amis d'Israël». Comme d'habitude, malgré le millier de morts palestiniens suite à l'attaque contre Gaza, c'est à Hamas et aux Palestiniens qu'Obama demande de rompre avec la violence.

Evidemment, Obama a un problème avec le gouvernement d'extrême droite de Nétanyahou, peu fréquentable pour quelqu'un qui veut aussi apparaître comme l'ami des Arabes. Ce gouvernement ne facilitera pas les manœuvres prévues par Obama avec le gouvernement iranien. Alors côté jardin, Obama joue la froideur, et le gouvernement israélien le lui rend bien. Mais sur le fond, les Palestiniens n'ont rien à attendre. La protestation molle contre l'extension des colonies ne se doublera jamais de mesures de rétorsion qui auraient vite raison de la politique de colonisation.

OBAMA vs de l'impérialisme

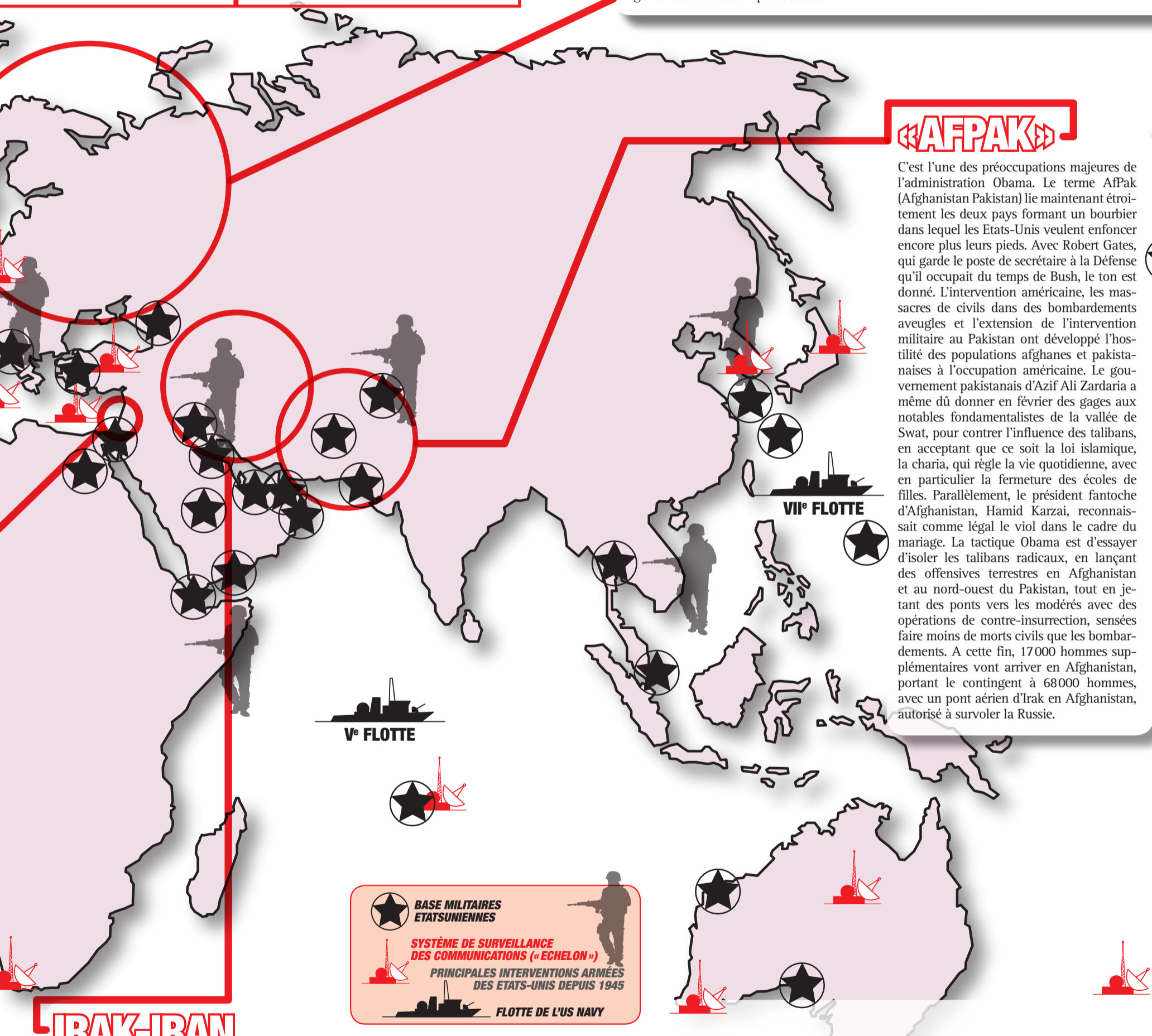
EUROPE ET RUSSIE

Vue des Etats-Unis, l'Europe a une importance toute relative se résumant surtout à la coopération militaire avec les « alliés » dans l'Otan et au bouclier antimissiles visant à intégrer l'Europe de l'Est dans l'alliance atlantique et à faire pression sur la Russie. Sans oublier la stabilisation de l'allié turc en contact direct avec l'Irak. Sur ce dernier point, Obama s'est positionné clairement pour l'intégration de la Turquie à l'UE, à la différence de son « grand ami » Sarkozy.

Pour la Russie, il prétend, comme ailleurs, redémarrer sur d'autres bases que celles de Bush : flatter Medvedev comme symbole du futur et fustiger Poutine comme écartelé entre le passé et le présent. Mais, en pratique, il n'est pas question de remettre en cause l'élargissement de l'Otan jusqu'aux Républiques limitrophes de la Russie, ni la mise en place du bouclier antimissiles. Pas question non plus de lier les négociations sur les armes nucléaires stratégiques et ce fameux bouclier. Là aussi, la feuille de route d'Obama ressemble étrangement à celle de son prédécesseur.

«AFPAK»

C'est l'une des préoccupations majeures de l'administration Obama. Le terme AfPak (Afghanistan Pakistan) lie maintenant étroitement les deux pays formant un borbier dans lequel les Etats-Unis veulent enfoncer encore plus leurs pieds. Avec Robert Gates, qui garde le poste de secrétaire à la Défense qu'il occupait du temps de Bush, le ton est donné. L'intervention américaine, les massacres de civils dans des bombardements aveugles et l'extension de l'intervention militaire au Pakistan ont développé l'hostilité des populations afghanes et pakistanaises à l'occupation américaine. Le gouvernement pakistanais d'Azif Ali Zardaria a même dû donner en février des gages aux notables fondamentalistes de la vallée de Swat, pour contrer l'influence des talibans, en acceptant que ce soit la loi islamique, la charia, qui règle la vie quotidienne, avec en particulier la fermeture des écoles de filles. Parallèlement, le président fantoche d'Afghanistan, Hamid Karzai, reconnaissait comme légal le viol dans le cadre du mariage. La tactique Obama est d'essayer d'isoler les talibans radicaux, en lançant des offensives terrestres en Afghanistan et au nord-ouest du Pakistan, tout en jetant des ponts vers les modérés avec des opérations de contre-insurrection, sensées faire moins de morts civils que les bombardements. A cette fin, 17000 hommes supplémentaires vont arriver en Afghanistan, portant le contingent à 68000 hommes, avec un pont aérien d'Irak en Afghanistan, autorisé à survoler la Russie.



IRAK-IRAN

Le retrait des troupes d'Irak et le refus de continuer la guerre furent sûrement les cartes majeures du candidat Obama avec l'engagement que « la mission de combat en Irak se termine en 2010 ». 35000 à 50000 hommes devaient rester en place en soutien à l'armée irakienne, à la place des 130000 aujourd'hui présents. Près d'un million d'Irakiens sont morts à cause de la folie meurtrière de Bush, 4000 soldats américains ont été tués dans une guerre sans victoire pour laquelle les Américains ne se sentent plus concernés – seulement 2% des Américains placent l'Irak comme leur préoccupation majeure, 57% placent la crise économique – et veulent le retour de leurs enfants. Pour assurer ce retrait, l'administration a besoin de stabiliser un gouvernement dont la légitimité est faible aujourd'hui.

Obama veut changer l'image des Etats-Unis dans le monde arabe, redonner une assise aux régimes « amis » d'Arabie Saoudite et d'Egypte, mis en péril par les délires islamophobes de Bush. Pour cela, le retrait d'Irak serait un signe important, bien plus que le discours d'Obama, fait au Caire, sur la tolérance religieuse. Mais, pour cela, il faut, paradoxalement, renouer le dialogue avec l'Iran. Le paradoxe de l'éviction de Saddam Hussein est que, sans le soutien d'Ahmadinejad, aucun gouvernement irakien ne pourra se maintenir un tant soit peu. Les Etats-Unis veulent donc un gouvernement fort à Téhéran et sont même prêts à discuter de l'obtention du nucléaire civil comme contrepartie à une collaboration à l'ordre régional.

Dans ce jeu, les centaines de milliers de manifestants iraniens assoiffés de libertés démocratiques contre un régime liberticide ne pèsent pas très lourd. Les Etats-Unis préféreraient voir Moussavi et Rafsandjani au gouvernement mais, fondamentalement, sur les dossiers internationaux, ce sont les dignitaires religieux qui ont encore la haute main sur les décisions politiques importantes.



AFGHANISTAN VASTE OFFENSIVE US

L'armée étatsunienne bataille, dans le sud de l'Afghanistan, pour prendre le contrôle de la vallée de l'Helmand, à l'approche de l'élection présidentielle, qui aura lieu le 20 août. Une nouvelle étape dans le déploiement militaire et diplomatique d'Obama.

PRÈS de 4000 marines, soutenus par de puissants moyens hélicoptères, sont engagés dans l'opération «Khanjar» («Coup de poignard»), en appui à l'opération britannique «Griffe de panthère» déclenchée depuis le 23 juin, pour assurer le contrôle du sud de l'Afghanistan. Aux frontières du Pakistan, cette province, qui produit 60% de l'opium, est un bastion des talibans, qui y trouvent leur principale source financière. Cette opération, la plus importante depuis la guerre du Viêt-nam, s'inscrit dans la logique de la stratégie «AfPak» visant à étendre la guerre au Pakistan. En mars dernier, Obama autorisait les Predators (ces avions sans pilote dirigés sur des écrans d'ordinateurs depuis la banlieue de Las Vegas) à poursuivre les frappes au Pakistan. Il entendait ainsi démonter sa fermeté. Il a fait voter au Congrès un budget de guerre plus élevé de 50 milliards que celui de Bush. 21 000 soldats vont être envoyés, doublant d'ici la fin 2009 les effectifs des troupes américaines d'occupation.

L'opération «Khanjar» intervient après qu'Obama a annoncé sa décision de retirer les troupes américaines des villes irakiennes pour les maintenir sur leurs bases, geste destiné à accréditer le projet de retrait de l'Irak. «Il faut en finir avec la guerre d'Irak. Occuper ce pays nous met en porte à faux avec le monde entier», disait Obama. La «guerre juste», c'est l'Afghanistan.

Le scénario se déroule comme annoncé: raids aériens au Pakistan, offensive militaire de l'armée pakistanaise dans la vallée de Swat, offensive des marines parallèlement aux mouvements de troupes en Irak... Cela dit, on est bien loin du retrait réel de l'Irak, comme on est bien loin d'une stabilisation de l'Afghanistan. L'optimisme affichée par le Pentagone ne peut masquer que l'offensive militaire au Pakistan est dramatique pour des centaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes, ni que l'influence des talibans se renforce.

Les Etats-Unis essaient de gagner la population, ou du moins les classes supérieures, et les seigneurs de guerre par son aide financière. Mais l'immense majorité du peuple voit ses conditions de vie empirer, le nombre de morts victimes des frappes aériennes augmenter. L'offensive diplomatique avance plus facilement... Un nouvel appel a été lancé aux pays membres de l'Otan, auquel Sarkozy et Brown se sont empressés de répondre dans un communiqué commun. Un accord vient d'être signé avec la Russie, autorisant les Etats-Unis à utiliser l'espace aérien russe pour l'envoi de troupes et de matériel en Afghanistan. L'offensive d'Obama se déploie; ses armées n'apporteront ni la paix ni la démocratie aux peuples d'Afghanistan.

Yvan Lemaitre



Teugucigalpa, dimanche 5 juillet. L'armée a tiré sur les 250 000 opposants au coup d'Etat venus manifester pour le retour du président Zelaya. (REUTERS/ROMERO)

HONDURAS LE PEUPLE RÉSISTE

Une semaine après le coup d'Etat contre le président Manuel Zelaya, les mobilisations populaires se poursuivent. La solidarité internationale est nécessaire.

Dimanche 5 juillet, une marée humaine a convergé vers l'aéroport de la capitale pour accueillir le président renversé. La police s'est retirée mais l'armée a tiré sur la foule, empêchant l'avion d'atterrir et faisant au moins quatre morts et de nombreux blessés. Archétype de la «république bananière», le Honduras vit sous la domination d'une oligarchie intraitable organisée entre conservateurs et libéraux. A leur solde, une armée, équipée et aidée par les Etats-Unis et acquiesce à la doctrine de sécurité intérieure. Un modèle politique, issu de la Constitution de 1982, a été mis en place au sortir de plusieurs périodes de dictature brutale où tous les partis politiques étaient interdits. Mais la violence de classe perdure et des escadrons de la mort continuent à assassiner par centaines des militants de l'opposition. Le pays sert de base d'opération américaine contre les processus de libération en Amérique Centrale.

Aujourd'hui, la droite fascisante présente le président renversé Zelaya comme un dangereux radical alors que c'est un oligarque libéral qui a été forcé à des concessions dans un contexte d'ébullition sociale devenu ingérable. En avril 2008, le peuple a manifesté massivement contre la hausse des prix. Face à celle du pétrole, Zelaya a signé un accord d'échange de produits agricoles contre du pétrole avec le Venezuela. Cette coopération lui a permis de financer des programmes sociaux, sans pour autant lui donner le soutien des trois centrales syndicales et des organisations populaires réunies dans le Bloc populaire du Honduras.

Le peuple hondurien est violemment touché par les blocages d'une société profondément inégalitaire où la richesse nationale est accaparée par une minorité et concédée aux multinationales (ressources minières, pétrole, eau, forêts). Les paysans sans terre tombent sous les balles des nerfs des grands propriétaires. Déjà

miné par la pauvreté et la dépendance à l'économie des Etats-Unis, le pays ne s'est pas relevé du cyclone Mitch qui l'a dévasté en octobre 1998. Le traité de libre commerce, conclu en 2005 avec les Etats-Unis, parachève l'abandon de la souveraineté du pays. Les mouvements sociaux défendent aujourd'hui l'idée d'une Constituante, idée inconcevable pour l'oligarchie et les Etats-Unis. Aucune condamnation nette du coup d'Etat n'a été émise par les Etats-Unis, renvoyant dos à dos les deux camps. Les putschistes étaient en lien avec l'ambassade américaine pour faire échec à la consultation populaire. Si l'impérialisme yankee entend bien garder son influence dans ce bastion clé, l'administration Obama se trouve, avec ce putsch manifestement non prévu, face à une situation incontrôlée qui augure mal d'une refondation des relations avec l'Amérique Latine. Ce coup d'Etat rappelle celui d'avril 2002 au Venezuela, avorté grâce à la mobilisation populaire, ou celui de Bolivie, en 2008, évi-

né de justesse par la détermination des gouvernements latino-américains à ne pas voir émerger un nouveau Pinochet.

Le régime putschiste (patronat, oligarchie, hiérarchie de l'Eglise et armée) est acculé par l'isolement diplomatique total, privé de financements internationaux et du pétrole vénézuélien. Une partie du patronat cherche une sortie de crise négociée avec les Etats-Unis. Aucune marchandise ne passe les frontières grâce aux barrages populaires. Les putschistes s'entêtent mais ne semblent pas pouvoir se maintenir. En jouant la carte de la menace de supposées invasions à la frontière nicaraguayenne soutenues par le Venezuela, ils espèrent trouver un écho à l'intérieur du pays, via des médias totalement contrôlés, et justifier la répression. Dès lors, seules la résistance populaire au Honduras, la grève générale illimitée et la solidarité internationale déferont le putsch.

Ana Maria Duarte

et aussi



PALESTINE. Le comité NPA Paris 15^e a organisé, le 15 mai, avec le PG, la LDH, le Mrap et des associations de l'arrondissement, une réunion publique sur le thème «Israël, Palestine, quelles solutions pour la paix?» A la suite de cette réunion, une «veille» a été créée qui diffusera des informations sur les événements récents. Elle a déjà informé des exactions commises, en juin, par l'armée israélienne: raids nocturnes dans le village de Bilin (où un film a été tourné sur des méthodes de résistance totalement pacifistes appuyées par des militants du monde entier), invasion des maisons et enlèvement de deux adolescents de 15 ans, menace de tirs de la marine israélienne sur *Spirit of Humanity*, le navire qui fait route vers Gaza chargé de matériel humanitaire. Pour recevoir régulièrement les informations, s'inscrire sur israel.palestineveille15eme@voila.fr

LA LIBRAIRIE RESISTANCES ATTAQUÉE. Un commando se réclamant de Ligue de défense juive (LDJ) a attaqué, vendredi 3 juillet, la librairie Résistances (4, villa Compoint, Paris 17^e). Il a arrosé d'huile des centaines de livres et détruit les ordinateurs de la salle de lecture. Cette librairie, qui a accueilli une réunion publique d'Omar Slaouti (NPA) pendant la campagne des européennes, a été attaquée et menacée à de nombreuses reprises par ce groupe. La LDJ a bénéficié jusqu'à présent d'une quasi-impunité. Ses nombreuses agressions contre des locaux ou contre des militants n'ont jamais donné lieu à des condamnations. Récemment, ils ont attaqué la mairie de Vitry-sur-Seine à l'occasion de la cérémonie municipale faisant du dirigeant palestinien Marwan Barghouti un citoyen d'honneur de la ville. Les agissements fascisants de la LDJ et des groupes de l'extrême droite sioniste n'ont que trop duré.

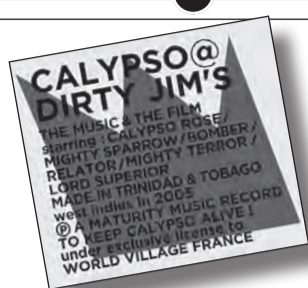
MEXIQUE, D'UNE DROITE A L'AUTRE. Le Parti d'action nationale (PAN), du président de la République, Felipe Calderon, a subi, dimanche 5 juillet, une lourde défaite aux élections législatives, perdant la majorité au Congrès au profit du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Le PAN paye sa politique néolibérale, sa responsabilité dans la crise économique et le fait d'avoir tout misé sur une lutte inefficace contre les narco-trafiquants. Les revenus pétroliers sont en baisse, ainsi que ceux provenant de l'immigration ou du tourisme. Mais les travailleurs n'ont rien à attendre du PRI qui reprend aujourd'hui la majorité après avoir formé un «Etat-parti» pendant 71 ans, qui a initié tout le processus de privatisation des services publics et va probablement aujourd'hui faire une alliance avec le PAN.



CINÉMA
LE HÉRISSEON
Mona Achache

Tout est ici histoire de contrastes, sociaux comme culturels. Mais ce n'est finalement là que la toile de fond d'un film hautement poétique et particulièrement touchant. Madame Michel, veuve laide et grassouillette, comme elle se définit elle-même, est concierge dans un immeuble très chic du 16^e arrondissement de Paris. Pour tous, elle est une part insignifiante du décor, au même titre que les pots de fleur du palier. Une petite fille fantasque et un voisin japonais vont toutefois tenter de percer à jour le mystère de cette concierge capable de citer Tolstoï dans le texte. Tout en finesse et en subtilité, explorant en profondeur les rapports complexes qui régissent une société où l'apparence prévaut, *Le Hérisson* est un film particulièrement humain, qui pour autant ne manque pas de piquant.

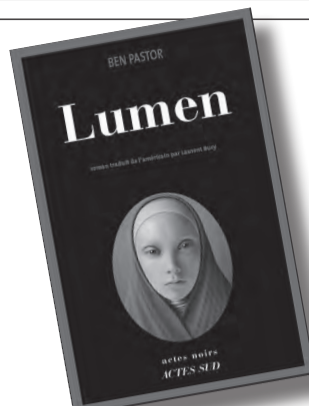
Aurélien Smirnoff



MUSIQUES
«CALYPSO AT DIRTY JIM'S»
World Village

(1 CD +1DVD)
En cette période estivale, le calypso semble être idéal pour tuer le temps. La réédition de cette compilation et de son documentaire en rassemble ainsi les plus grandes gloires, toujours en vie, dont l'incontournable et fantasque Mighty Sparrow (originaire de la Grenade). Ces vétérans égrainent avec amour les plus belles pièces d'anthologie de ce style emblématique de la culture caribéenne, telles que *Shame and Scandal in the Family* (reprise par Sacha Distel), *Rhum & Coca-Cola*, bravade rebelle sur la prostitution économique avec les soldats américains, ou encore le célèbre *Bam bam*, de Toots & the Maytals. Profitons-en pour signaler le superbe coffret, « Calypso-Mentofolk 1954-1957 » (Frémeaux & Associés), consacré aux débuts d'Harry Belafonte (et l'incontournable *Day o*, chanson des saisonniers des plantations de bananes).

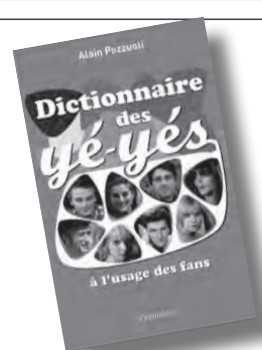
King Martov



POLARS
LUMEN/Ben Pastor

ACTES SUD/370 PAGES/
21,80 EUROS
Ben Pastor commence à être publiée en français, c'est super. Elle a une quinzaine de bouquins géniaux à son actif... Américaine d'origine italienne, elle a créé (bien avant Jonathan Littell) un personnage de détective récurrent, un officier de la Wehrmacht. Le genre qui fait fusiller des partisans sans problème, mais qui est rétif à massacrer des Juifs juste parce qu'ils sont juifs... Ses bouquins (avec le personnage de Bora) déroulent différents moments de la guerre; celui-ci, à Cracovie, en 1939, quand nazis et soviétiques sont provisoirement « alliés » pour dépecer la Pologne. D'autres se passent en Italie, aux derniers moments du fascisme, ou en Espagne, pendant la guerre civile. Une fois que vous avez digéré la personnalité du héros, c'est superbement écrit, et ça respecte toutes les règles du polar (crime mystérieux, enquête, etc.).

Paul Louis Thirard



LIVRES
DICTIONNAIRE DES YÉ-YÉS À L'USAGE DES FANS/Alain Pozzuoli

PYGMALION/22 EUROS
L'historien Alain Corbin aime à expliquer que, finalement, la société française n'est véritablement sortie du XIX^e siècle, du point de vue des mœurs, qu'au cours des années 1960. Et si un phénomène semble bien lui donner raison dans le champ culturel, il s'agit sûrement des yé-yés. La France découvre alors, à la fin de la guerre d'Algérie, une jeunesse avide de légèreté (et de liberté) et qui s'invente ses propres codes, quitte à enrichir au passage les nouveaux marchands du temple de la consommation. Néanmoins derrière Claude François, Johnny Hallyday ou Les Chaussettes noires qui importent la révolution rock et ses dérivés (twist, etc.), c'est tout un espace symbolique de nouvelles représentations sociales qui se réorganise et qui annonce aussi, à sa façon, Mai 68. L'autre intérêt de ce dictionnaire est de témoigner, malgré tout, de la fertilité artistique de cette période, trop souvent réduite à une pale imitation de ce qui se passait outre-Manche ou outre-Atlantique.

King Martov



Sur www.inprecor.fr, le site en français de la Quatrième Internationale, on peut trouver les premiers textes de préparation au congrès mondial qui se tiendra en mars 2010. Y figure en particulier un rapport sur le changement climatique de Daniel Tanuro. Il est publié pour susciter d'autres contributions de tous ceux qui sont engagés dans le combat contre le changement climatique et travaillant notamment le lien entre l'écologie et le social.

Le site www.mohamed-doit-revenir.com retrace le combat actuellement mené pour que Mohammed Allouche, travailleur sans papiers habitant à Montrouge (Hauts-de-Seine), expulsé vers la Tunisie, puisse revenir retrouver sa femme et son fils. Mohammed est scandaleusement soupçonné d'avoir contracté un mariage blanc avec sa femme Nadia, de nationalité française, qui est sourde-muette.

Le blog « Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école » (taper ce nom dans un moteur de recherche) cherche à faire connaître des réflexions et des initiatives qui favorisent une résistance citoyenne du monde enseignant pour faire échec aux lois qui déconstruisent l'éducation nationale. Un lieu de débat pour tous ceux qui conçoivent l'éducation comme un service public.

EXPOSITION MAX ERNST
LES « ANNÉES NOIRES »

En 1934, proscrit par les nazis, Max Ernst publiait à Paris un « roman » tout en images. Seulement exposées de son vivant, en 1936 à Madrid, avant la guerre civile, les planches originales de son brûlot sont visibles jusqu'au 13 septembre au musée d'Orsay à Paris.

R Reconnu sur le tard comme un génie de la peinture du XX^e siècle, ou plutôt de « l'au-delà de la peinture » selon ses propres termes, Ernst (1891-1976) était, dans les années 1920-1930, un immigré clandestin survivant à Paris de minces emplois et de rares ventes de tableaux. Interné en 1939 comme « ressortissant de l'Empire allemand » par les autorités françaises, il ne reçut de permis de séjour qu'au moment d'échapper à la Gestapo et de gagner les États-Unis! Pourtant, s'il avait fui l'Allemagne, c'était à cause de « la grande saloperie », la guerre et la vie militaire subies jusqu'à la lie, sa famille comme sa ville (Cologne) gluantes de catholicisme et, de l'autre côté des frontières, l'appel de Dada d'abord puis du surréalisme. En 1919, il mettait au point sa méthode du collage; en 1925 celle du frottage; en 1931, celle des coulures interprétées; en 1934, celle de la sculpture en taille directe, etc. Dernier de ses trois « romans-collages » (*La Femme 100 têtes*, 1929; *Rêve d'une petite fille qui voulut entrer au Carmel*, 1930), *Une semaine de bonté* (1934) est le plus volumineux, le plus offensif et le plus dérangeant. On le constatera au musée d'Orsay (jusqu'au 13 septembre) comme sur les excellentes reproductions du catalogue, Ernst s'est effacé derrière une technique ébouriffante d'invisibilité, sans trace de colle ni de ciseaux, pour finir de liquider « la légende du pouvoir créateur de l'artiste » et rendre l'art à tous. On verra surtout que « la plus

noble conquête du collage », comme il a dit, « c'est l'irrationnel », comme dans *L'Âge d'or* de Buñuel, où le peintre jouait un capitaine de brigands. Mais cela ne suffit pas à résumer son « roman », contre-pied de la Genèse qui renverse le récit biblique de la création en le faisant partir de l'enfer contemporain le plus proche, un dimanche, pour dessiner, le samedi suivant, tout un avenir d'émancipation. Les vieilles gravures du XIX^e siècle corrigées par Ernst figurent d'abord un monde suranné et mortifère à dénoncer et à transformer, mais parfois aussi des événements (ignorés par le catalogue) qui l'avaient frappé: exécution publique devant la prison de la Santé, démolition de vieux immeubles parisiens, allusions au « jeudi noir » de 1929 et plus largement aux « résistibles ascensions » fasciste et nazie. Néanmoins, rappelait Ernst en 1935, s'imposer un sujet, « fût-il le plus subversif, le plus exaltant et le traiter d'une manière académique, ce sera contribuer à une œuvre de faible portée révolutionnaire... Le contenu idéologique - manifeste ou latent - ne saurait dépendre de la volonté consciente du peintre ». D'où la réussite de ces collages, dont l'intérêt rétrospectif ou historique n'éclipse en rien la portée actuelle, puisqu'ils traitent de mythes sociaux ou familiaux toujours vivaces et oppressants, si longtemps après les « années noires ».

Gilles Bounoure

Collage tiré de *Une semaine de bonté*
Max Ernst, *L'Eau 26* (1933) © Isidore Ducasse Fine Arts.



L'Eau 26

max ernst



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA, PREMIÈRE



FICHE D'INSCRIPTION

A renvoyer à NPA université d'été,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Arrhes obligatoires: la moitié du prix, chèques à l'ordre de «NPA». Chèques-vacances, bons CAF à l'ordre de «Les Carrats» (pas de mandat postal).
Attention: les mineurs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale.

Nom:

Prénom:

Age:

Sexe:

Adresse:

Code postal:

Ville:

Email (écrire très lisiblement):

Nombre d'adultes inscrits:

Nombre d'enfants inscrits:

Age des enfants inscrits:

Somme totale due:

Montant de l'acompte:

Avec qui l'hébergement est souhaité (attention il ne s'agit que d'un vœu que nous nous efforçons de satisfaire):

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers):

Pour les handicapés, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement:

Tarifs (pension complète), en fonction du revenu net mensuel (RNM): jeunes ou chômeurs sans RNM (108€), RNM<1220€ (148€), 1220€<RNM<1320€ (172€), 1320€<RNM<1420€ (196€), 1420€<RNM<1720€ (228€), 1720€<RNM<2020€ (252€), 2020€<RNM<2520€ (272€), 2520€<RNM<3000€ (296€), 3000€<RNM<3500€ (328€), 3500€<RNM<4000€ (376€), 4000€<RNM (428€); bébé de moins de 2 ans (gratuit), enfant de moins de 12 ans (100 euros), enfant de plus de 12 ans (108€); pour une personne venant seule avec un enfant, enlever 400€ au RNM; pour deux participants avec enfants, enlever 200€ sur chaque revenu.



Mères porteuses indiennes dans une clinique d'Anand. (REUTERS)

MÈRES PORTEUSES UN ENFANT À TOUT PRIX

Les états généraux de la bioéthique, organisés cette année à Paris¹, ont relancé le débat sur la légalisation de la « gestation pour autrui ».



La question des mères porteuses divise. La secrétaire d'Etat à la famille, Nadine Morano, la sénatrice socialiste Michèle André ou Elisabeth Badinter sont en faveur de la légalisation. Le Conseil d'Etat y est hostile, tout comme la ministre de la santé Roselyne Bachelot ou la philosophe socialiste Sylviane Agacinski. La Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac), le Planning familial et l'Ancic (Association nationale des centres d'IVG et de contraception) s'y opposent également². Les partisans de la légalisation font valoir trois arguments principaux. D'abord, celui du réalisme: qu'on soit pour ou contre, la pratique des mères porteuses existe. Autant légiférer pour éviter les dérives des pratiques clandestines. Mais, avec cette logique, on peut légaliser le trafic d'organes et le proxénétisme. Le philosophe Ruwen Ogien avance un argument plus sérieux. Selon lui, sur des questions aussi controversées, l'Etat ne doit pas intervenir par la loi: «*Comme il protège et défend le pluralisme religieux, il doit protéger et défendre [...] le droit de chacun à vivre selon ses convictions morales profondes, dans la mesure où elles ne causent de tort à personne*». Nous sommes d'accord, mais il faut savoir si ce type de pratiques ne cause vraiment de tort à personne. Le philosophe est prêt à admettre que ce n'est peut-être pas le cas. Intervient alors un dernier argument: les officines qui mettent en relation les couples demandeurs et les mères porteuses potentielles prétendent lier des personnes adultes et « consentantes ». Contrairement aux té-

moignages sélectionnés par les médias ces derniers mois, montrant des jeunes femmes bien dans leur peau, prêtes à une grossesse de neuf mois par pur esprit de dévouement, la réalité est souvent plus sordide: les milliers de femmes susceptibles de répondre à la demande sont d'abord recrutées... en Ukraine ou en Inde⁴. Peut-on parler de « consentement », dans des rapports sociaux où les individus ne sont pas égaux? De plus en plus de femmes, dans la misère ou la précarité, sont réduites au rôle d'instruments de production pour le compte de couples aisés et d'officines qui voient là un nouveau marché fort lucratif.

PERSONNES « CONSENTANTES »

Certains rétorqueront que ce n'est pas pire que faire des ménages mal payés. On retrouve là les arguments développés par des partisans de la légalisation du proxénétisme par la reconnaissance d'un statut de « travailleuses du sexe ». Il ne faut réprimer ni les personnes qui louent leur utérus ni les prostituées, mais refuser cette banalisation d'actes qui mettent en cause la force de travail des individus et leur intégrité physique. De l'esclavage au salariat, les travailleurs et travailleuses ont lutté pour préserver leur intimité physique de la force du maître ou du patron. A ce titre, de nombreuses salariées se sont toujours battues contre le harcèlement sexuel au travail. Il ne s'agit pas de morale puritaine mais, tout simplement, pour ces femmes, de contrôler leur vie la plus intime. Or, alors que la loi du marché règne partout en maître, on veut nous faire croire qu'il se-

rait facile d'accepter de « louer » son sexe ou son utérus sans état d'âme, alors que cela implique des femmes qui se « préparent » à vendre l'enfant qu'elles portent, faisant un vrai travail sur elles-mêmes pour limiter au maximum l'investissement affectif et mental qui accompagne un projet d'enfant. C'est un encouragement à l'aliénation de ces femmes concernées, pour des couples en mal d'enfants. Ce marché s'accompagne d'un autre marché tout aussi lucratif, celui des ovocytes, qui implique pour les femmes « vendeuses » des stimulations ovariennes risquées en termes de santé.

Il ne s'agit pas ici de défendre un modèle familial traditionnel, ni d'interdire les solidarités entre sœurs ou amies, mais de distinguer, comme nous y invite Sylviane Agacinski, le droit d'avoir un enfant et le droit à un enfant, qu'on ne peut mettre à égalité avec le droit à la santé, à l'éducation et au travail. On peut souffrir de ne pouvoir avoir d'enfant, mais rien ne peut justifier que cette frustration soit comblée au prix de la transformation de l'autre en « four à enfants ».

Josette Trat

1. Lire www.etatsgenerauxdelabioethique.fr
2. Déclaration du 3 juin 2009.
3. Lire le débat entre Ruwen Ogien et Sylviane Agacinski dans *Le Monde* 2 du 20 juin 2009
4. «*En Inde, où la pratique est autorisée, plus de 3000 maternités proposent ce service. Le nombre de demandes, en provenance du monde entier, croît fortement. Cela coûte environ 13.000 euros aux demandeurs, sur quoi la mère porteuse ne gagne que 2000 à 4000 euros, une somme importante dans un pays où le salaire annuel moyen est d'environ 550 euros*», (*Le Monde* 2), 20 juin 2009.

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org//NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

RÉVOLTE INDIENNE. J.G. (PÉROU): Nous dormons dans le bus lorsqu'on nous réveille. Il faut marcher une heure et demi pour prendre un autre bus. Il est trois heures du matin et il doit faire moins 5 degrés. On prend les sacs et on se retrouve à marcher 50 kilomètres, à 3 500 mètres d'altitude, au milieu de routes envahies de barricades et de gens qui semblaient déterminés [...]. Le Pérou se retrouve bloqué par un mouvement qui prend de l'ampleur. Tous les axes pour Cusco et au-delà se bloquent car les paysans et les Indiens demandent la démission du gouvernement. Bref, peut-être suis-je en train de vivre une révolution. Dans la touristique Cusco, on ne sent pas ce mouvement mais, selon ce qu'on m'a dit, ce soir, des milliers de paysans seront dans la ville pour tenter un coup de force demain, le jour d'une grande fête [...]. Les Indiens demandent à revenir à leurs traditions et à ne plus subir le joug de l'impérialisme. Le mouvement est parti de la privatisation de l'eau dont la dépollution coûte cher suite à des rejets industriels illégaux et, plus globalement, parce que toutes les ressources du pays sont offertes au

privé, comme le Machu Picchu, ce merveilleux site inca, dont les recettes partent directement aux capitalistes anglais. Le mouvement s'est vraiment archi-radicalisé lorsqu'il y a onze jours, à la frontière brésilienne, dans la forêt amazonienne, 31 Indiens et 14 policiers ont été tués par l'armée, selon le gouvernement. Mais on m'a parlé de plus de 200 morts. [...] Je vais tenter d'avertir un maximum de monde sur ce qu'ils font et tenter de créer des contacts.

POUR UNE AUTRE ÉCOLE P. B. (HAUTE-LOIRE): Je viens de prendre connaissance de « La casse de l'éducation », paru dans *Tout est à nous!* du 2 juillet. Tout à fait d'accord sur la dénonciation de l'offensive sarkoziste menée contre l'ensemble de l'éducation et sur les mobilisations indispensables pour contrer cette politique. Cependant, il serait nécessaire de proposer également un projet à débattre pour « une autre école » qui remettrait en cause la fameuse école dite de Jules Ferry: ses structures, son organisation, son fonctionnement,

sa pédagogie. Écrire que le projet du gouvernement vise à « formater les jeunes » laisse supposer, à tort, que l'école actuelle, depuis des décennies, ne formate pas les esprits! Vouloir une « amélioration des conditions de travail pour une école démocratique » est sans aucun doute indispensable, mais bien insuffisant pour conduire cette démocratisation. Quant au principe du collège unique, le défendre nécessite d'examiner les difficultés inhérentes à l'hétérogénéité des élèves, indispensable certes, mais très difficile à maîtriser par la pédagogie traditionnelle, etc. J'espère que la commission nationale et les commissions locales ou régionales de l'éducation s'empresseront d'aborder cette vaste réflexion et remise en cause de l'enseignement actuel. Personnellement, j'y suis engagé depuis bien des années.

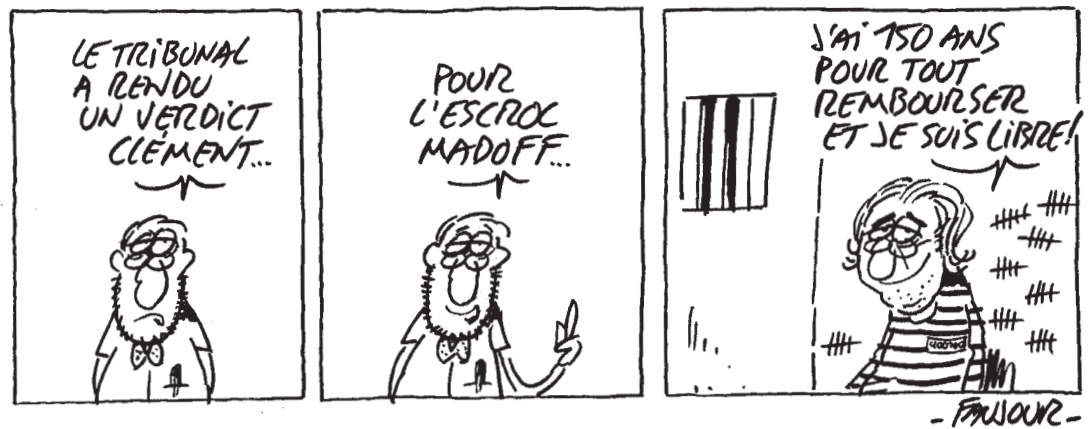


MORT EN PRISON

JUSTICE POUR LASSANA

Lassana Sylla, 26 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne), le 23 juin. Le directeur de la prison parle d'un suicide par pendaison avec une serviette. Mais la famille, les amis et les voisins s'interrogent sur cette hypothèse. Tous veulent connaître la vérité; la prison tue. L'association Ban public donne, sur son site, le total des suicides et des morts suspects dans les prisons françaises. En 2008, ce chiffre était de 118, et cette année, il atteint déjà 77 morts. Le 2 juillet, une marche silencieuse a eu lieu de la cité du Franc-Moisin (Seine-Saint-Denis) où Lassana habitait, pour

se rendre à la sous-préfecture de Saint-Denis. 1 000 personnes y ont participé. Reçus à la sous-préfecture, la famille, les amis, les voisins, les enseignants, les éducateurs, les associations de quartier ont réclamé une enquête pour éclaircir la mort suspecte de Lassana. Aucun média n'a relaté la marche: la censure est forte quand il s'agit de dénoncer la mort en prison, le scandale des suicides à répétition et la mobilisation d'une cité pour le respect des droits élémentaires.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



(JMB)

RÉPRESSION EN CHINE.

Les émeutes et la répression ont fait le 5 juillet 156 morts et 828 blessés – selon un bilan officiel – à Urumqi, capitale de la région autonome du Xinjiang (nord-ouest de la Chine). Cette région est historiquement peuplée d'Ouïgours (8,3 millions), une population de culture musulmane et turcophone. Les autorités chinoises ont imposé un couvre-feu nocturne et annoncé l'arrestation de 1 434 personnes. Les forces de sécurité et les blindés quadrillent la ville et certains quartiers sont sous le coup de la loi martiale, a déclaré à l'AFP un porte-parole du gouvernement régional. Le 7 juillet, malgré l'état répressif, quelques centaines de manifestants, femmes ouïgours en tête, exigeaient la libération des détenus. Une autre manifestation avait lieu dans la ville de Kashgar. Par leur ampleur, ces événements sont jugés « sans précédent ». Ils ont pour origine des heurts intercommunautaires entre Ouïgours et Hans chinois qui avaient déjà fait deux morts. Ils rappellent les émeutes tibétaines de mars 2008. C'est qu'à une oppression politique, culturelle et religieuse s'ajoutent aujourd'hui les effets d'une colonisation de peuplement. Les Hans deviennent majoritaires dans certains centres urbains: ils constituent notamment 83% des 2 millions d'habitants d'Urumqi. Le développement capitaliste de la Chine a donné un coup de fouet à la « colonisation interne » du Xinjiang, riche en pétrole et en matières premières. Les inégalités sociales se creusent et les Ouïgours se retrouvent économiquement marginalisés. Pour justifier sa politique de répression, Pékin invoque la menace « terroriste » islamique. Mais ce que le régime écrase, ce sont les droits démocratiques, culturels et sociaux des Ouïgours.

HÉNIN-BEAUMONT: RESTONS VIGILANTS.

Les électeurs et les électrices d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) ont évité le pire en empêchant l'extrême droite de prendre le pouvoir, dimanche 5 juillet. Mais ce résultat ne doit pas cacher le danger que représente le Front national. Le FN a en effet gagné plus de 1 500 voix entre les deux tours, utilisant la colère et le dégoût de la population pour faire avancer ses idées racistes, populistes et antisociales. La gauche, avec sa politique crapuleuse et procapitaliste de ces 30 dernières années, a contribué à la montée du FN. Et la future équipe municipale ne changera pas la donne. Certains de ses membres ont déjà participé à la gestion de la ville et contribué à sa situation désastreuse. Face à l'extrême droite, il faudra plus que jamais affirmer une perspective anticapitaliste pour permettre aux travailleurs et aux couches populaires de se retrouver sur des idées politiques porteuses d'avenir. C'est le rôle du NPA.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À TDF.

TDF, l'ancienne ORTF après son démantèlement, est chargée de la diffusion de la télévision hertzienne. Elle a été rachetée, il y a quatre ans, dans le cadre d'une prise de contrôle à effet de levier (LBO), par l'Américain Texas Pacific Group (40%), le Britannique Charter House (20%), Axa et la Caisse des dépôts et consignations. TDF dégage des bénéfices. Le 12 juin, la direction a annoncé la suppression de 600 emplois (sur 2 400 en France), en 15 mois, dans le cadre d'un « plan de départ volontaire ». 80% des salariés ont fait grève, les 22 et 23 juin, à l'appel des cinq syndicats de l'entreprise. 600 salariés ont investi le siège social de Montrouge (Hauts-de-Seine), pour demander des comptes au PDG. Ils sont ensuite partis manifester à la tour Eiffel, l'un des gros points de diffusion. Depuis cette grève, la direction manœuvre plus prudemment, mais n'a renoncé à rien. Le NPA est totalement solidaire avec la lutte des salariés de TDF pour défendre leurs emplois.

LE N°2 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST SORTI.

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à Tout est à nous, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, rendez-vous en page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclue la revue. **VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO** des articles sur les suites des élections européennes, les violences contre les femmes, la loi Hadopi, la crise de 1929, les propositions du NPA sur la crise actuelle, et bien d'autres. De quoi tranquillement déguster une lecture à l'ombre ou au soleil, bien recharger les batteries, entretenir ses neurones et être au top en septembre pour... lutter et se mobiliser.

“ NO COMMENT
Je viens faire mon marché.
LOUIS GALLOIS (PDG D'EADS), À L'OCCASION
DE SON VOYAGE EN IRAK, EN COMPAGNIE
DE LAURENCE PARISOT (MEDEF) ET
DE FRANÇOIS FILLON
(PREMIER MINISTRE). ”

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

